

## LES SALARIÉS.ES

### ONT ASSEZ PAYÉ !

**LE GOUVERNEMENT EST TRÈS FRAGILE : NOUS POUVONS LE FAIRE RECULER !**  
DÈS MAINTENANT ON S'ORGANISE EN SE SYNDIQUANT DANS SON ENTREPRISE  
OU SON SERVICE POUR GAGNER DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE.

#### TOUJOURS LES MÊMES QUI PASSENT À LA CAISSE

Depuis 7 ans, Emmanuel Macron et ses gouvernements multiplient les cadeaux aux plus riches et aux grandes entreprises. C'est cette politique qui a creusé la dette.

**175 milliards d'aides publiques**

par an pour les entreprises, c'est un tiers du budget de l'État. C'est +50% en 15 ans ! Et le tout sans ciblage, sans condition ni contrepartie, sans évaluation ni contrôle de l'efficacité. C'est cadeau.

Les actionnaires du CAC 40 se sont augmentés de 30% ces dernières années. Les 10 français les plus riches ont multiplié leur fortune par 3,88 depuis 2017. Vous avez connu les mêmes augmentations de salaire, vous ? Non. Par contre, on nous a volé deux ans de vie avec la retraite à 64 ans.

#### L'AUSTÉRITÉ, C'EST LA BRUTALITÉ !

Alors que nos services publics sont à bout de souffle, le gouvernement décide à nouveau de les amputer avec :

- 5 milliards d'euros en moins pour les services publics dans les territoires
- 4000 suppressions de postes dans

l'Éducation nationale, alors que l'école manque de moyens (comme l'Hôpital et de nombreux autres services publics)

- Le gel du point d'indice des fonctionnaires alors que leurs salaires réels ont baissé de plus de 18% depuis 2010
- La perte de 200 € en moyenne sur l'année pour tous les retraités du public et du privé avec le report de l'indexation des pensions

#### ÇA PARLE DE DETTE, JAMAIS DE RECETTES

Qu'on parle d'impôts ou de cotisations sociales, le principe du "pot commun" est simple : plus on a, plus on paye. C'est efficace et ça repose sur les richesses créées.

Les plus riches et les entreprises qui dégagent des profits pour leurs actionnaires s'organisent pour ne pas avoir à payer leur part. Et c'est nous, les salarié-es, actifs et retraité-es qui perdons à chaque fois au change.

**Nos services publics, nos systèmes solidaires de redistribution sont aujourd'hui en manque criant de ressources, alors que l'argent existe !**

#### 7 ANS DE CADEAUX AUX PLUS RICHES

16 MILLIARDS  
BAISSE D'IMPÔTS SUR LES SOCIÉTÉS

19 MILLIARDS  
BAISSE D'IMPÔTS DE PRODUCTION

5 MILLIARDS  
EXTENSION DU CICE

2 MILLIARDS  
SUPPRESSION DE L'ISF

1,7 MILLIARDS  
BAISSE DE LA TAXE SUR LE CAPITAL

4 MILLIARDS

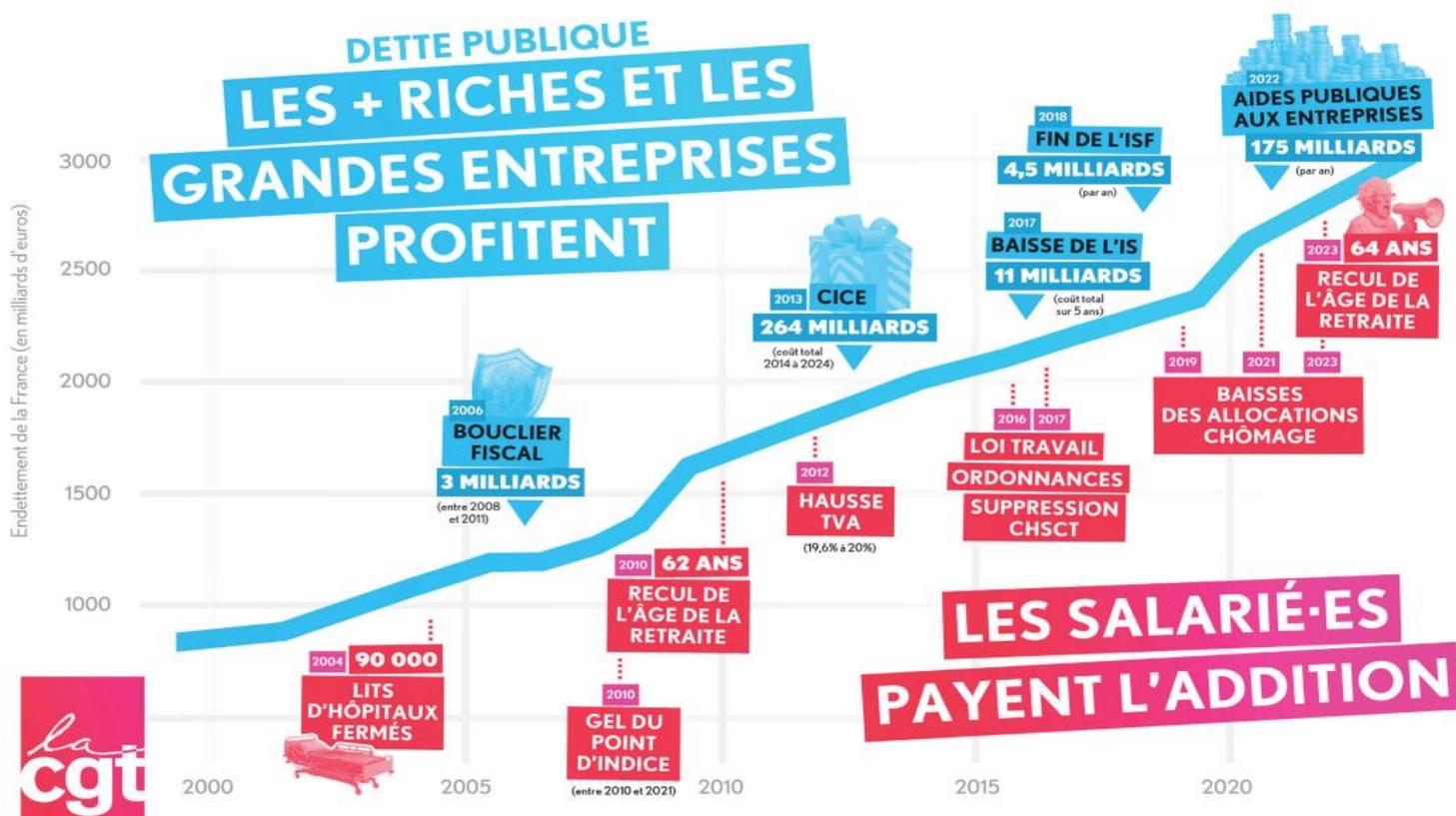
DEFISCALISATION / REDUC COTISATIONS HEURES SUP  
= 50 MILLIARDS EN MOINS  
PAR AN DANS LES COMPTES PUBLICS

**Tout augmente  
sauf les salaires  
Ça suffit !**

Les baisses d'impôts ont principalement profité aux ménages aisés et aux entreprises. Ce choix politique n'a pas d'impact de redistribution, pire encore, il a plombé les comptes de l'État.

La **multiplication des réductions d'impôts depuis 2017** a grevé le budget de l'Etat de 76 milliards d'euros. Les entreprises, au nom de la compétitivité, ont été particulièrement bien servies. Au-delà de la suppression de la redevance audiovisuelle et de la taxe d'habitation, ce sont les ménages les plus aisés qui ont bénéficié le plus de la générosité du chef de l'État.

Le niveau de vie des 0,1 % de Français-es les plus riches a **augmenté de 2,1 %** du fait de la **suppression de l'ISF et de 3,8 %** du fait de l'instauration de la flat tax. L'allègement en milieu de barème de l'impôt sur le revenu a également permis une hausse du revenu disponible des 50 % des ménages les plus aisés.



## 60 milliards d'économies prévues pour 2025, peut-on faire autrement ?

La réduction des dépenses publiques envisagée par le gouvernement risque de pénaliser les services publics et le système de sécurité sociale basé sur la solidarité. Pour contrer les mesures d'austérité, le CGT propose une réforme globale et cohérente de la fiscalité pour faire contribuer davantage ceux qui ont plus de moyens et en intégrant les enjeux environnementaux.

Par exemple, rendre l'impôt sur le revenu plus progressif dégagerait **12 milliards d'euros supplémentaires** dans les caisses de l'État.

La création d'une **taxe sur les superprofits des grandes entreprises** engendrerait **8 milliards d'euros de recettes supplémentaires**.

**Conditionner les aides aux entreprises** rapporterait **20 milliards** dès l'année prochaine.

**Renforcer les moyens et les effectifs contre la fraude fiscale** permettrait de dégager **5 milliards d'euros la première année**, 10 milliards l'année suivante pour atteindre 15 milliards d'euros à terme.

Enfin, certain-es expert-es proposent de **réformer les niches fiscales ou d'investir dans la transition écologique** pour générer de nouvelles sources de recettes... Autant de pistes à débattre plutôt que d'imposer des coupes sombres dans les dépenses publiques.